***Sud* groupe BPCE**
5^{ème} congrès Le Pradet 2015

Règlement intérieur
du syndicat Sud Solidaires BPCE

5^{ème} congrès
Le Pradet 2015

Préambule

Ce règlement intérieur est valable jusqu'au prochain congrès où il pourra être modifié sur proposition du conseil syndical national ou d'une section, et il prendra alors effet immédiatement. A la demande de l'exécutif national ou d'une section, ce règlement intérieur pourra être modifié après convocation d'un congrès extraordinaire par le CSN.

Article 1 : Les décisions du conseil syndical national

Le conseil syndical national prend ses décisions en présence d'au moins la moitié des sections.

Les décisions se prennent au consensus conformément aux statuts du syndicat.

A défaut de consensus, et si l'actualité ne permet pas un report de décision, les décisions se prennent par vote. Chaque section dispose de 10 voix. Les divergences d'opinion exprimées dans les sections doivent être exprimées par le partage des mandats. La décision se prend à la majorité absolue à savoir 50 % plus une voix des votes exprimés (pour, contre, abstention).

Article 2 : Règles de démocratie interne

1) Signature des accords

Le CSN décide de la signature des accords collectifs nationaux.

Dans le cas où le CSN n'a pas été en mesure de décider de la signature d'un projet d'accord collectif dans le cadre de ses réunions, ladite décision est prise après consultation des sections syndicales (lors de cette consultation, le décompte de voix s'effectue selon les modalités de l'article 1).

L'exécutif national est chargé d'organiser cette consultation.

Pour les accords locaux, la section syndicale d'entreprise reste seule juge de l'opportunité de les signer ou non, dans le respect de nos valeurs, des textes statutaires et de congrès et des positionnements arrêtés par le conseil syndical national.

2) Constitution de liste commune

Si une section syndicale veut ou est sollicitée pour la constitution d'une liste commune ou d'une candidature commune en vue d'élections locales, elle doit recevoir l'accord du CSN.

Article 3 : Accréditations et désaccréditations des délégué(e)s syndicaux-ales et des représentant(e)s syndicaux-ales de section

Les représentant(e)s syndicaux(ales) de section, les délégués syndicaux d'entreprise et d'établissement et les délégués syndicaux centraux sont proposés par les sections syndicales après consultation des adhérents.

Une fois l'aval de la section recueilli, l'exécutif national a mandat pour les accréditations des représentant(e)s syndicaux-ales de section, ainsi que pour les délégué(e)s syndicaux-ales d'entreprise et d'établissement et les délégué(e)s syndicaux(ales) centraux(ales).

Les désaccréditations et révocations des délégué(e)s syndicaux(ales) d'entreprise et d'établissement et des représentant(e)s syndicaux(ales) de section sont prononcées par le CSN.

Dans les entreprises où des accords locaux ou des usages le permettent, le(la) délégué(e) syndical(e) central(e), accrédité(e) par le secrétaire général, peut accréditer, désaccréditer et révoquer lui-même (ou elle-même) les délégué(e)s et représentant(e)s syndicaux(ales) locaux après l'aval de la section syndicale.

Article 4 : Non-permanentisation des militant(e)s du syndicat *Sud*

Chaque militant(e) *Sud* doit être affecté(e) à un emploi sur l'organigramme de l'entreprise et doit occuper obligatoirement un poste de travail au minimum un jour par semaine.

Ce principe tolère des exceptions :

- les membres de l'exécutif national,
- les sections souhaitant désigner un ou des permanent(e)s doivent présenter un argumentaire en conseil syndical national.

Ce dernier, au vu des éléments avancés, est seul habilité à donner son aval pour déroger au principe de non-permanentisation. Cette demande doit être renouvelée annuellement à chaque date anniversaire de présentation du dossier en CSN.

Article 5 : Trésorerie du syndicat

Les sections font remonter au trésorier du syndicat l'intégralité des cotisations et jetons de présence.

Les sections déclarent au conseil syndical national le montant des subventions patronales ou autres dans le cadre d'un compte-rendu financier annuel et de la présentation d'un budget prévisionnel.

Les subventions éventuelles aux sections sont votées par le conseil syndical national en fonction de ces éléments et des besoins exprimés et argumentés.

En janvier, chaque section remonte au trésorier du syndicat l'état nominatif des adhérent(e)s complété du montant de leurs cotisations ainsi que les relevés de comptes chèques et livret(s) laissant apparaître le solde au 31 décembre de l'année considérée.

Chaque année, l'exécutif national arrête, remet et présente les comptes au CSN.

Ils doivent être approuvés par le CSN après :

- présentation du rapport de la commission de contrôle financier,
- présentation par le commissaire aux comptes de son rapport.

Tous les ans, lors de l'approbation des comptes, le CSN décide de l'affectation de l'excédent ou du déficit.

Le syndical, sur proposition de l'exécutif national, peut décider de l'attribution d'aides sociales, financières, matérielles ou juridiques. Elles peuvent être versées ou fournies à destination des adhérent(e)s, des salarié(e)s en lutte ou des associations et syndicats.

Ces aides sont soumises à approbation par le CSN.

Le syndicat peut percevoir, en dehors des cotisations : des apports, des dons, des subventions ainsi que des produits issus de l'organisation d'évènements.

La commission de contrôle a pour mission de vérifier la sincérité des comptes et de présenter ses conclusions chaque année au CSN. Elle est composée de 3 membres désignés par le congrès selon les modalités prévues au règlement intérieur du congrès.

Article 6 : Affectation du droit syndical national

La répartition des heures nationales, de même que la désignation des représentant(e)s syndicaux(ales) nationaux(ales) et les accréditations nationales, sont du ressort de l'exécutif national dans le cadre des objectifs définis, par le CSN, pour l'année considérée.

Les décisions prises par l'exécutif national sont soumises pour aval lors du CSN qui suit.

Article 7 : Coordination de la communication

L'exécutif national, sous contrôle du CSN, organise la communication et les échanges d'informations avec et entre les sections, de sorte que toutes les structures, tant nationales que locales bénéficient de toutes les informations nécessaires à leur action.

Article 8 : Rôle des sections

La section est souveraine pour toute décision concernant l'action revendicative locale.

Le (la) représentant(e) syndical(e) de section ou le (la) délégué(e) syndical(e) d'entreprise ou le (la) délégué(e) syndical(e) central(e) est le lien entre le CSN et les adhérent(e)s. Il répercute auprès des adhérent(e)s les décisions de congrès et de CSN, en particulier sur l'action revendicative nationale.

Chaque section constitue un bureau, dans la mesure du possible, afin de travailler collectivement entre les réunions de sections.

Chaque section reçoit autorisation d'ouvrir un ou des comptes de section.

Chaque section se dote d'un règlement intérieur précisant a minima son fonctionnement et ses règles de démocratie interne. Il devra être transmis à l'exécutif national.